



BULLETIN BIMESTRIEL D'INFORMATIONS DU PROJET FOE TOGO



UN PAQUET DE RESSOURCES PÉDAGOGIQUES COMME BRÉVIAIRE

EST-DIT-TOT

Chers lecteurs. trices, chers partenaires,

Tout d'abord, le projet « Promouvoir la liberté d'expression et des médias, et protéger les défenseurs des droits de l'homme au Togo (FoE Togo) » voudrait profiter de ce numéro pour vous souhaiter une année 2024 remplie de succès et de bonheur. Les mêmes vœux sont chaleureusement adressés au partenaire financier qui est l'Union Européenne qui ne ménage aucun effort pour la réussite de l'initiative.

Sans doute, ces succès seront-ils certainement obtenus au bout des efforts individuels et collectifs, mais aussi selon les outils et démarches que chacun pourra adopter pour atteindre ses objectifs. Le projet FoE Togo l'a bien compris. C'est la raison pour laquelle, il vous propose, dans ce

numéro, les ressources qui pourront contribuer à bâtir des stratégies solides et durables au profit des droits humains et de l'exercice libre et sécurisé du journalisme par les professionnels de l'information et des médias.

Certes pédagogiques, ces ressources présentées dans ce numéro 02 de notre bulletin, n'ont pas la prétention d'être la panacée, eu égard au caractère très fluctuant de leurs objets respectifs. Mais une bonne exploitation de celles-ci nourrira les démarches, les attitudes sur les réseaux sociaux et éclairera sur les défis structurels et conjoncturels de l'heure. Et pour les acteurs des médias et pour les défenseurs des droits humains !

Bonne lecture !

Fabrice PETCHEZI

Président de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM)

LAGENDA DE FOE

Postulez au concours national Médias et droits humains



Les journalistes basés au Togo ou travaillant sur les questions relatives aux droits humains au Togo sont invités à soumettre leurs dossiers de candidature au Prix National Médias et Droits Humains. Pour plus de détails, vous pouvez consulter [les termes de l'appel à candidatures](#) sur togowatch.org. Le dernier délai est fixé au 31 mars 2024.

Micro-projets : vers la signature des conventions de financement

Le Projet FoE Togo va organiser à Lomé, d'ici fin février au plus tard, une cérémonie publique de signature des conventions de financement avec les organisations de presse et de défense des droits de l'Homme sélectionnées, à l'issue de l'appel à candidatures. Le Comité de sélection a bouclé son travail et les résultats ont été déjà



communiqués aux futurs bénéficiaires. Financés par l'Union Européenne, l'exécution de ces micro-projets débutera donc au mois de mars 2024.

Les articles liberticides du Code de la presse au menu d'une réflexion stratégique

Les 24 et 25 novembre 2023, 16 leaders d'organisations de presse et de défense de la liberté d'expression, et des chercheurs, dont une femme, se sont donné rendez-vous à Kpalimé, pour réfléchir sur la révision des articles 3 et 156 du Code de la presse et de la communication du Togo (Loi n°2020-001 du 07 janvier 2020). Des propositions concrètes, allant dans le sens de les rendre moins liberticides pour les professionnels de l'information, ont été formulées.

Le comité de suivi, composé de quatre organisations sous la coordination de l'Observatoire Togo des Médias (OTM), a été

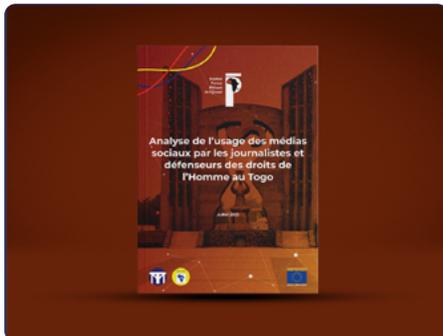
mis en place. Il ne manquera pas de partager les pistes de révision avec les décideurs politiques.

Les étudiants en journalisme sensibilisés sur l'usage des réseaux sociaux

Le 15 décembre 2023, le projet FoE, a organisé une conférence académique sur l'« Usage des médias sociaux : éthique et sécurité des journalistes ». 48 personnes, dont 37,5% de femmes, ont participé à cette conférence tenue à l'Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA, Université de Lomé). La conférence a été l'occasion de partager les conclusions du rapport d'analyse de l'usage des médias sociaux par les journalistes et les défenseurs des droits humains au Togo produit par le projet, avec la participation de représentantes de la Délégation de l'Union Européenne au Togo.

RESSOURCES PEDAGIQUES

Des données sur l'usage des médias sociaux par les journalistes et défenseurs des droits humains au Togo

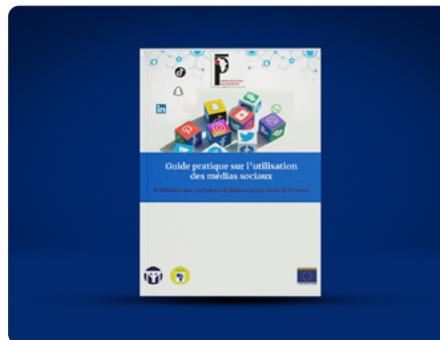


Les outils numériques se donnent une perspective universelle, mais les usages sont très locaux. Le Togo ne fait pas exception. Dans ce pays, 85,3% des journalistes et de défenseurs des droits de l'Homme enquêtés utilisent les médias sociaux dans le cadre de leur travail. Le réseau WhatsApp arrive en tête des plateformes utilisées avec un score de 85,6% selon les acteurs interrogés. Il est suivi par Facebook. Pour justifier leur choix, les journalistes et défenseurs des droits de l'Homme avancent plusieurs raisons : popularité, maîtrise, etc.

Mais quelles sont les limites de ces usages ? Le cadre légal et réglementaire milite-t-il pour une expression libre des opinions à travers les réseaux sociaux ? Vous trouverez des éléments de réponses pertinents dans le rapport d'analyse de [l'usage des médias sociaux par les jour-](#)

[nalistes et les défenseurs des droits de l'Homme](#) réalisé par le projet FoE Togo.

Un guide d'utilisation performant et sécurisé des médias sociaux



Utiliser les réseaux sociaux requiert un minimum d'outils. Pour rendre leur usage plus efficace, le projet FoE Togo a développé, en mi-2023, un [guide destiné aux défenseurs des droits humains et aux acteurs des médias](#).

Selon le contexte, les enjeux et les perspectives, les objectifs, comment les défenseurs des droits humains et les journalistes peuvent-ils faire un bon usage des réseaux sociaux, notamment au Togo ? Les réponses sont dans cette outil pédagogique. Des méthodes et des expériences menées par des acteurs y sont capitalisées et peuvent inspirer bien des utilisateurs. Des précautions d'ordre sécuritaire et légal y sont également indiquées pour protéger les utilisateurs, leurs données et contre les *fake news*.

Photographie sur la sous-représentation des femmes dans le secteur des médias



Adresser les inégalités de genre dans un secteur d'activités exige une connaissance approfondie de la problématique. C'est dans ce sens que le projet FoE Togo a réalisé une étude qui renseigne clairement sur [la place des femmes, dans les médias, les organisations de presse et des institutions qui s'occupent des médias](#).

Les médias et les institutions médiatiques du Togo ont-ils un genre ? Les femmes sont-elles sous-représentées dans ce secteur ? Y sont-elles assez responsabilisées ? En essayant de répondre à de telles questions, le projet tente de mettre à la disposition des acteurs et des décideurs des données actualisées et des recommandations qui pourraient éclairer les choix politiques à faire pour réduire le déséquilibre de genre dans les médias.

RESSOURCES PEDAGIQUES

L'Etat de la liberté de la presse togolaise passé à la loupe



Entre autres, le projet FoE Togo a apporté des réponses aux questions suivantes : Où en est-on avec la liberté de la presse au Togo ? Qui entrave l'exercice libre du journalisme au Togo ? Qu'en pensent les acteurs ?

[L'étude diagnostique sur l'état de la liberté de la presse au Togo](#) menée de juillet à août 2023,

édifie beaucoup sur ces questions. En effet, l'objectif principal de cette étude était de fournir une analyse objective et actuelle de la situation des médias au Togo, en mettant en lumière les défis et les enjeux liés à la liberté de la presse, à l'environnement médiatique, à l'accès à l'information et à la sécurité des journalistes.

Restitution du rapport sur la représentativité des femmes dans le secteur des médias



Le 22 décembre 2022, 51 personnes, dont 51% de femmes, ont pris part à la conférence publique sur la place publique des femmes dans les médias au Togo. Sous la houlette de FAMEDEV et de l'OTM, cette rencontre était une opportunité de partager les conclusions de l'étude sur la re-

présentativité des femmes dans le secteur des médias réalisée par le projet FoE Togo, sous la présence de représentants du Ministre en charge de la communication. La dialectique genre, développement et liberté d'expression a également été au cœur des discussions.



Projet « Promouvoir la liberté d'expression et des médias, et protéger les défenseurs des droits de l'homme au Togo »

2023-2025



FOE TOGO EN BREF

Le projet est une initiative conjointe de l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, de l'Observatoire togolais des médias et du Réseau inter-africain des femmes, médias, genre et développement (FAMEDEV).

Avec l'appui financier de l'Union européenne (UE), ce projet vise à promouvoir la liberté d'expression, le pluralisme des médias et la protection des défenseurs des droits de l'Homme au Togo. Il s'inscrit donc dans l'objectif général de l'UE qui est de « renforcer le rôle de la société civile dans la protection des droits fondamentaux, en particulier les droits civils et politiques ainsi que l'égalité de genre ».

Objectifs spécifiques

- Contribuer au développement des connaissances et au renforcement des capacités des journalistes et d'autres acteurs des médias en ce qui concerne leurs droits et leurs responsabilités

- Promouvoir un environnement juridique et institutionnel propice à la progression de la liberté d'expression, d'opinion et des médias, et à la protection des défenseurs

Groupes cibles et bénéficiaires

- Professionnels des médias et institutions médiatiques
- Jeunes et femmes défenseurs des droits de l'homme et les organisations de défense des droits de l'homme
- Décideurs politiques



Institut Panos Afrique de l'Ouest – IPAO

6, Rue Calmette Dakar
BP 21132 Dakar-Ponty
Tél 221 33 849 16 66 - Fax : 221 33 822 17 61
Mail : info@panos-ao.org ; secretaire@panos-ao.org
Web : www.panos-ao.org



FAMEDEV

352, Parcelles Assainies, Unité 26,
Premier étage. Dakar - Sénégal
Tél : +221 776428983
Mail : famedev@gmail.com
Web : ww.famdev.net



L'Observatoire Togolais des Médias (OTM)

Djidjole Rue Pavés, non loin de la pharmacie Janap
BP : 30 277 Lomé -TOGO
Mail : otmmédias@gmail.com